



Bénin

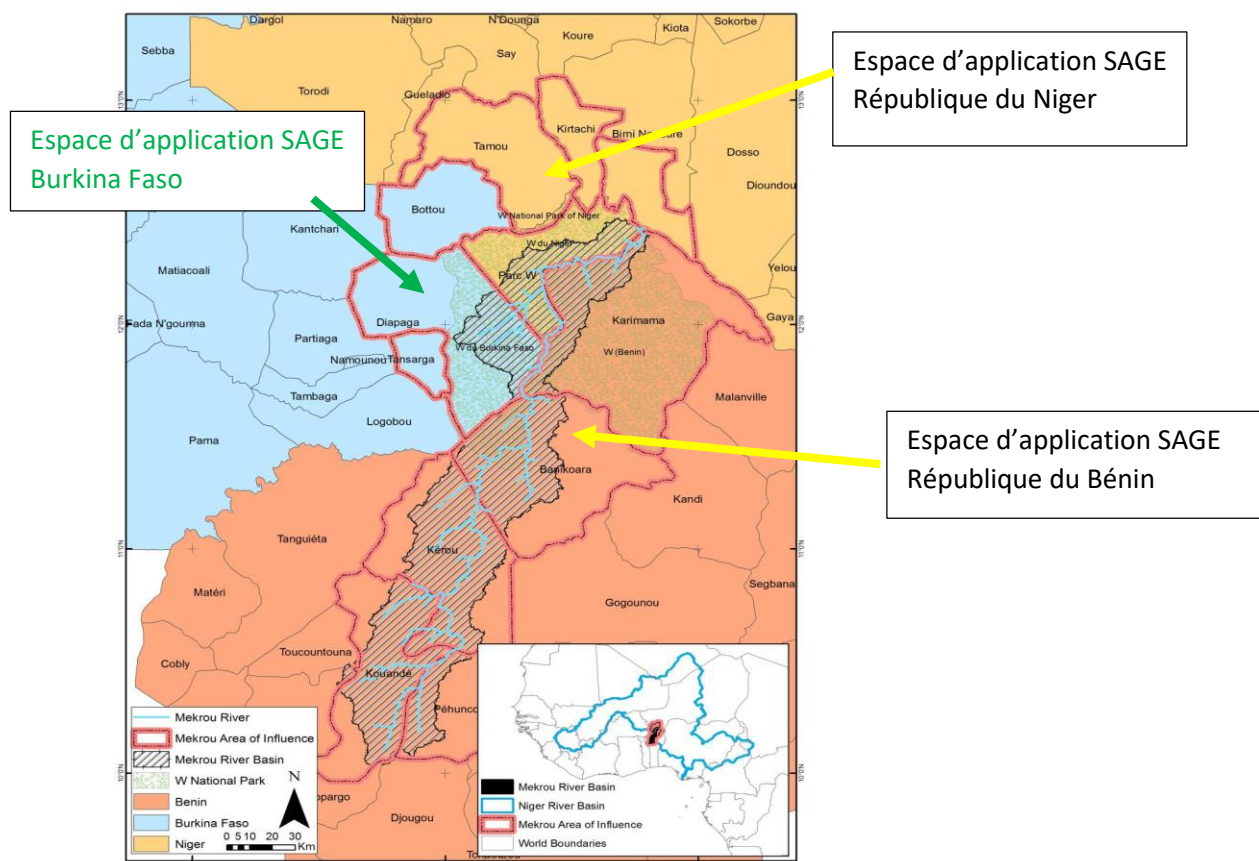


Burkina Faso



Niger

## « L'eau au service de la croissance et de la lutte contre la pauvreté dans le bassin transfrontalier de la Mékrou »



## SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DE LA PORTION NATIONALE DU BASSIN TRANSFRONTALIER ET SA ZONE D'INFLUENCE AU BURKINA FASO

(Version provisoire)

Septembre 2017

Table des matières

INTRODUCTION ..... 3

<b>I. ESPACE ET CHAMP D'APPLICATION DU SAGE .....</b>	<b>3</b>
1.1 Espaces d'application du SAGE de la portion nigérienne .....	3
1.2 Champs d'application du SAGE .....	4
<b>II. PROBLEMATIQUES ET PRIORITES DE DEVELOPPEMENT DE LA PORTION NATIONALE .....</b>	<b>4</b>
2.1 Principaux problèmes .....	4
2.2 Priorités de développement des ressources en eau de la portion nationale .....	5
2.2.1 <i>Au niveau transfrontalier de la portion nationale</i> .....	5
2.2.2 <i>Au niveau spécifique de la portion nationale</i> .....	6
<b>III. MESURES DU SAGE .....</b>	<b>7</b>
3.1 Mesures portant sur la gouvernance des ressources en eau et des écosystèmes partagés (Orientation Fondamentale1) .....	7
3.2 Mesures relatives à la gestion des ressources en eau et des écosystèmes (Orientation fondamentale 2).....	8
3.3 Mesures relatives à la mobilisation et à la valorisation des ressources en eau (orientation fondamentale 3) .....	9
3.2 Mesures sur la promotion du développement local (orientation fondamentale 4).....	11
<b>IV. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU SAGE .....</b>	<b>12</b>
<b>V. IMPACTS PREVISIBLES DU SAGE .....</b>	<b>12</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>13</b>

## INTRODUCTION

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est une déclinaison opérationnelle du SDAGE, adaptée en l'occurrence à chaque portion nationale du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence (espace d'application du SDAGE).

Le SAGE s'inscrit de ce fait non seulement dans le cadre stratégique de gestion des ressources en eau de cet espace, mais également dans les priorités de développement définies par les parties prenantes dudit espace.

Le présent SAGE vise particulièrement deux objectifs majeurs : (i) contribuer à la gestion des ressources en eau et des écosystèmes partagés du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence dans l'esprit de l'accord-cadre de coopération entre les Etats parties (Bénin ; Burkina Faso ; Niger); (ii) apporter des réponses spécifiques aux problèmes majeurs de la portion nationale de l'espace d'application du SDAGE de la Mékrou.

En sus de la présente introduction et de la conclusion, le document de SAGE est articulé, au tour des éléments structurants suivants :

- (i) l'espace et le champ d'application du SAGE au Burkina Faso;
- (ii) la problématique et les priorités transfrontalières et spécifiques de développement de la portion nationale du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence au Burkina Faso
- (iii) les mesures du SAGE ;
- (iv) la stratégie de mise en œuvre du SAGE ;
- (v) les impacts prévisibles du SAGE.

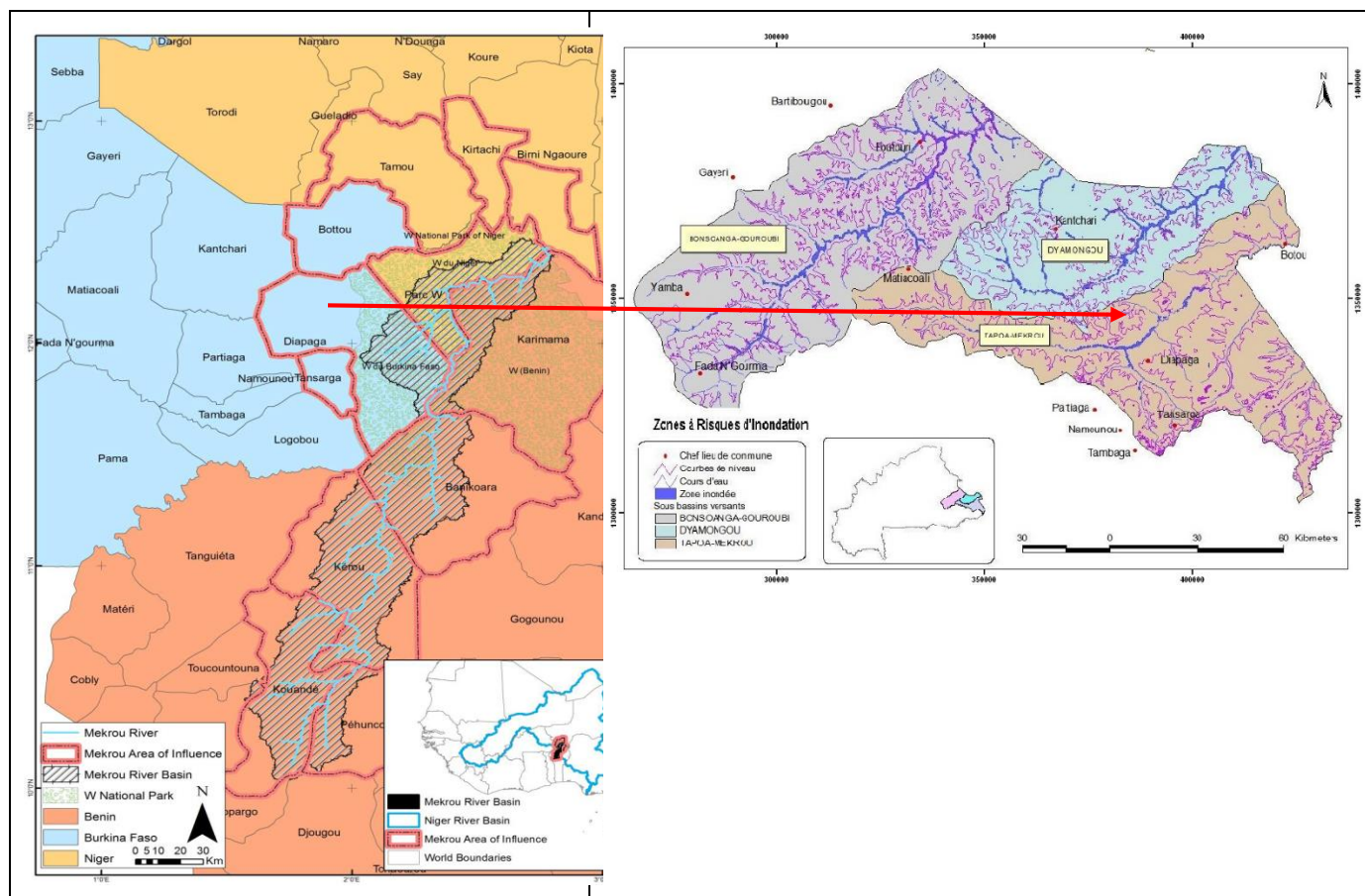
## I. ESPACE ET CHAMP D'APPLICATION DU SAGE

### 1.1 Espaces d'application du SAGE de la portion nigérienne

L'espace d'application du SDAGE du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence est constitué des territoires de 5 communes du Bénin (Banikoara, Karimama, Kérou, Kouandé et Péhunco), de 3 communes du Burkina Faso (Botou, Diapaga, et Tansarga) et de 3 communes de la République du Niger (Falmey, Kirtachi et Tamou). Sa superficie totale est estimée à 36 161 km<sup>2</sup>.

L'espace d'application du SAGE de la portion burkinabé du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence, est constitué des territoires des communes de Botou, Diapaga et Tansarga. Sa population a été estimée en 2016 à 173 353 habitants.

La carte ci-après donne un aperçu du positionnement géographique de l'espace d'application du SAGE de la portion burkinabé dans le bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence.



## 1.2 Champs d'application du SAGE

En tant que déclinaison du SDAGE, le champ d'application du SAGE couvre les domaines ci-après :

- la gouvernance en matière d'eau et le renforcement de capacité des acteurs
- la gestion durable et concertée des écosystèmes aquatiques et forestiers de la portion nationale du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence;
- le renforcement de la résilience au changement climatique des populations des communes de Botou, Diapaga et Tansarga;
- le développement des énergies renouvelables et le soutien de l'économie locale dans lesdites communes.

A travers ces différents domaines, les mesures du SAGE visent à (i) accompagner la mise en œuvre des mesures d'envergure transfrontalière du SDAGE et (ii) mettre en œuvre des mesures spécifiques relatives aux communes de Botou, Diapaga et Tansarga.

## II. PROBLEMATIQUES ET PRIORITES DE DEVELOPPEMENT DE LA PORTION NATIONALE

### 2.1 Principaux problèmes

La problématique d'aménagement et de gestion des ressources en eau et des écosystèmes de la portion nigérienne du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence peuvent se résumer au tour des principales questions relatives aux domaines ci-après :

- des tendances de dégradation des caractéristiques climatiques déjà observées : modification du régime des précipitations (migration des isohyètes vers le Sud), augmentation des températures, de la fréquence et de l'intensité

des chocs climatiques (inondations, sécheresses) et transformations des écosystèmes (GIEC, 2007a, AGRHYMET 2010) ;

- une chute du rendement de l'agriculture pluviale de près de 50% d'ici 2050 et une recrudescence de l'insécurité alimentaire (SOS Sahel 2013) ;
- une augmentation, selon plusieurs scénarios climatiques, de la superficie des terres arides et semi arides de 5 à 8 % d'ici à 2080 (GIEC 2007b ; AGRHYMET 2010).
- La pollution d'origines minière, agricole, par les pesticides et engrais minéraux

(i) en matière d'agriculture : agriculture pluviale peu résiliente aux effets négatifs du changement climatique ; faible maîtrise de la gestion de l'eau agricole ; faible niveau d'aménagement hydroagricole ; forte utilisation d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires dans la production favorisant la production ; mauvaises pratiques d'aménagement et de gestion de l'espace ;

(ii) en matière d'élevage : faible maîtrise de la gestion de l'eau pour l'élevage ; non-respect des couloirs de passage ; faible gestion de la transhumance notamment transfrontalière ;

(iii) en matière de pêche : mauvaise technique / pratiques de pêche utilisée dans les cours d'eau ; baisse de la production halieutique des cours d'eau due à la surexploitation ; inexistence d'une politique de développement durable du secteur de la pêche ;

(iv) en matière d'eau : faible mobilisation des ressources en eau pour couvrir les diverses demandes en eau ; comblement des plans d'eau naturels et artificiels ; pollutions des eaux souterraines dues à diverses causes ; insuffisance du suivi de la ressource et insuffisance des données disponibles sur les ressources en eau liée au manque crucial des outils de mesure ; faibles capacités des acteurs en matière de gestion des connaissances et de suivi des ressources en eau ;

(v) en matière d'énergie : faible taux d'accès des ménages en raison de la disponibilité de l'énergie, de son coût et du faible développement des énergies renouvelables ; usage abusif et incontrôlé du bois-énergie

(vi) en matière d'environnement : dégradation du couvert végétal des bassins versants ; gestion peu rationnelle des forêts et des ressources naturelles (braconnage ; exploitation incontrôlée des forêts...) ; inondations et sécheresses absence d'anticipation prenant en compte les phénomènes de variabilité et de changements climatiques ;

(vii) en matière de gouvernance : faible performance de la gouvernance en matière de gestion des ressources en eau et des écosystèmes ;

(ix) Accès insuffisant à l'eau potable et à l'assainissement de la population des populations des 3 communes concernées ;

(x) en matière de foresterie : le recours massif aux bois des forêts naturelles en matière d'énergie domestique (cuisine...) et la pratique des feux de brousse ; le braconnage

(xi) la faible mobilisation aussi bien des ressources en eau souterraine que de surface pour soutenir en particulier le développement de l'agriculture irriguée, de l'élevage et de la pêche

## **2.2 Priorités de développement des ressources en eau de la portion nationale**

### **2.2.1 Au niveau transfrontalier de la portion nationale**

- Renforcement de la prise en compte des indicateurs sensibles au changement climatique dans les normes et directives régissant le cadre du bâti, les infrastructures et l'aménagement de l'espace

- Préservation et meilleure valorisation des ressources disponibles par des ouvrages multifonctionnels et performants vis-à-vis des changements climatiques
- Renforcement de la recherche et le suivi sur les sources de pollution de l'eau dans le bassin (parcelles de production du cotonnier, unités d'égrenage sites d'exploitation minière)
- Renforcement du suivi des continuums écologiques à forte concentration de diversité biologique à travers des inventaires forestiers et fauniques régulier
- Renforcement de l'encadrement de l'activité minière et industrielle en clarifiant d'avantage les closes de la responsabilité sociale et environnementale dans les cahiers de charges des promoteurs
- Lutte contre les phénomènes d'inondation, de sécheresse et de dégradation des ressources naturelles (sols, flore, faune)
- Appui à la mise en œuvre des programmes de mesures transfrontalières (gouvernance, agriculture résiliente ; AEP, assainissement ; gestion de la transhumance gestion des écosystèmes forestiers et aquatiques ; attractivité du parc W ; soutien du développement local)

### **2.2.2 Au niveau spécifique de la portion nationale**

- Restaurer/Renforcer la fertilité des sols à l'échelle des parcelles de production, des unités topographiques et micro bassin versant
- Réaliser/optimiser des infrastructures hydrauliques destinées à la mobilisation de l'eau à des fins de production agricole
- Vulgariser et favoriser l'appropriation de systèmes de production agricole axés sur la maîtrise de l'eau
- Promouvoir des variétés agricoles, adaptées aux conditions climatiques
- Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des producteurs agricoles
- Restaurer/aménager des espaces à haut potentiel de fourrage naturel
- Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des acteurs pour l'intensification de l'élevage
- sécuriser l'accès à l'eau et au fourrage par la délimitation/le marquage des voies d'accès et par des équipements et des infrastructures adaptées à l'hydraulique pastorale
- Initier /renforcer les cadres et outils de dialogues multi acteurs pour la gestion des parcours
- Aménager et normaliser les pêcheries du bassin au regard des directives et cahiers de charges relatifs aux périmètres Halieutiques d'intérêt économique (PHIE)
- Mettre en place/Renforcer les systèmes d'information environnementale locale (SIEL) à l'échelle des territoires du bassin
- Promouvoir et diffuser des technologies de production à faible impact sur l'environnement (énergie solaire, petite mine, industries peu polluantes etc.)
- assurer la préservation des aires fauniques et des zones villageoise au sein desquelles les activités cynégétique sont menées
- Multiplier et promouvoir les circuits touristiques orientés sur les aires fauniques et les zones villageoises cynégétique
- mettre en place/renforcer la fonction de recherche des aires de conservation (zones d'études pour des travaux de recherche)
- Accompagner les collectivités territoriales à la délimitation et au respect des espaces à vocation dans le bassin ;

- Contribuer à l'instauration des bonnes pratiques d'aménagement et d'occupation des terres sur les territoires (Schémas d'aménagement urbain, Schémas de drainage, Plan d'Occupation des sols)
- Renforcer et multiplier les initiatives de réduction de la MAS et la MAG prenant appui sur expériences réussies de programme intégré WASH, Nutrition et Sécurité Alimentaire et Moyen d'Existence (SAME) par les partenaires de terrain comme ACF ou Save the Children
- améliorer et diffuser les connaissances de base sur les ressources en eau en termes de disponibilité (quantité, qualité) et de prélèvements
- Appuyer les efforts d'organisations des femmes (crédit, foncier)
- Faciliter l'insertion de la femme dans les instances décisionnelles en prenant des mesures sur la parité (quotas pour AUE, CLE, AEG, CVD, CM)

### III. MESURES DU SAGE

Les mesures du SAGE s'inscrivent dans l'esprit de celles du SDAGE tout en mettant en avant les spécificités nationales et locales du Burkina Faso. Elles sont ci-après données à titre indicatif tout en laissant la porte ouverte à la consolidation par les parties prenantes nationales nigériennes.

#### 3.1 Mesures portant sur la gouvernance des ressources en eau et des écosystèmes partagés (Orientation Fondamentale1)

##### Justification des mesures :

Mesures	Activités à mener	Porteur de la mesure
Mener des campagnes d'IEC sur le SDAGE et l'ossature organisationnelle de la coopération entre les 3 Etats parties prenantes de l'accord-cadre de coopération	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Préparer et mener une campagne d'IEC auprès des acteurs locaux de la portion nationale (usagers ; services techniques ; ONG ; ...) sur l'accord-cadre de coopération, le SDAGE et le SAGE</li> <li>○ Préparer les acteurs à la mise en place des différents organes locaux et transfrontaliers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ AE du Gourma</li> </ul>
Structurer et organiser le Forum Local de l'Eau (FLE) des acteurs de chaque portion nationale du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener auprès des acteurs locaux de l'eau, une campagne spécifique pour la mise en place du forum local de l'eau ou pour la consolidation de la structure équivalente existante (cas des CLE) ;</li> <li>○ Identifier les principaux soutiens et les leaders d'opinion (responsables d'association...) afin d'organiser une assemblée générale constitutive en conformité avec les textes en vigueur</li> <li>○ Organiser la tenue de l'AG constitutive</li> <li>○ Préparer et adopter un programme d'activités du FLE</li> <li>○ Désigner les représentants du FLE au CTT du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ AE du Gourma</li> </ul>

Former les usagers de l'eau et les services techniques concernés de l'Etat à la mise en œuvre du mécanisme de gestion des systèmes d'alerte précoce (de l'AGRHYMET)	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Identifier tous les acteurs parties prenantes des systèmes d'alerte précoce</li> <li>○ Conduire une campagne d'IEC sur la pertinence et les avantages des systèmes d'alerte précoce</li> <li>○ Former les parties prenantes au mécanisme de fonctionnement des systèmes d'alerte précoce</li> <li>○ Assurer un suivi-évaluation du fonctionnement du mécanisme</li> </ul>	○ AE du Gourma
Préparer les usagers l'eau de la portion nationale du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence pour leur contribution au financement de la gestion des ressources en eau et des écosystèmes qui en dépendent	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener des campagnes d'IEC afin d'obtenir l'adhésion des usagers de l'eau au principe de contribution au financement de la gestion des ressources en eau</li> <li>○ Définir dans le cadre de l'AE ou Comité de bassin et du FLE, les mécanismes de recouvrement des contributions des usagers de l'eau</li> <li>○ Contribuer dans le cadre du CTT, à la définition des mécanismes d'application et des modalités de gestion des produits issus des taxes liées aux prélèvements et à la pollution des ressources en eau de l'espace d'application du SDAGE</li> </ul>	○

### 3.2 Mesures relatives à la gestion des ressources en eau et des écosystèmes (Orientation fondamentale 2)

#### Justification des mesures :

Mesures	Activités à mener
Lutter efficacement contre les phénomènes d'érosion	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Identifier les zones exposées à l'érosion</li> <li>○ Elaborer un dossier technique de protection des sols, des berges des cours et des plans d'eau de surface</li> <li>○ Mener une campagne d'IEC auprès des populations et des autres acteurs concernés</li> <li>○ Mettre en place les dispositifs de prévention et de suivi des phénomènes d'érosion</li> </ul>
Appuyer les communes, les associations communautaires et le secteur privé pour la plantation d'au moins 6 000 ha de forêts communales, communautaires ou privées de ligneux à croissance rapide par commune (et ouverts au pâturage) exploitables dès 2025	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener dans les 5 communes, une campagne d'IEC sur les avantages des forêts de ligneux en lien avec les pratiques non durables actuelles et avec le changement climatique et pour l'identification et le choix des zones destinées à la plantation</li> <li>○ Plaider auprès de la commune et des propriétaires terriens pour garantir une sécurité foncière</li> </ul>
Promouvoir l'équipement d'au moins 40% des ménages en foyers solaires dans la zone d'influence de la Mékrou	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener une campagne d'IEC sur les avantages du foyer solaire (usage pour la cuisson des aliments) et</li> </ul>



	<p>pour le recensement des ménages désireux de les acquérir</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plaider auprès du gouvernement et des partenaires locaux au développement pour un appui à hauteur de 60% du coût d'acquisition des foyers</li> </ul>
Promouvoir la fabrication et l'équipement en foyers améliorés d'au moins 80% des ménages de chaque commune de la zone d'influence de la Mékrou	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Sensibiliser et évaluer les besoins en foyers améliorés des ménages</li> <li>○ Former et équiper des artisans locaux pour la fabrication des foyers améliorés afin de répondre à la demande</li> <li>○ Accompagner/soutenir les ménages pour l'acquisition des foyers améliorés</li> </ul>
Identifier, définir et cartographier à l'échelle de la portion nationale de la zone d'influence de la Mékrou, les zones d'aménagements pastoraux existants et à créer et assurer leurs équipements (points d'eau, aires de pâturage, aires de repos, couloirs de passage...) conformément aux normes nationales et régionales	<ul style="list-style-type: none"> <li>○</li> </ul>
Elaborer des plans locaux de restauration et de protection intégrée des écosystèmes et des sites sacrés dégradés et/ou menacés dans la portion nationale du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener une étude sur l'état des lieux des différents écosystèmes, des sites sacrés et des zones pastorales</li> <li>○ Appuyer les communes pour l'élaboration de schémas communaux et des plans de restauration et de protection des écosystèmes aquatiques et forestiers et des sites sacrés</li> <li>○ Définir et délimiter des zones de protection rapprochée des écosystèmes aquatiques et forestiers ainsi que des sites sacrés de la portion nationale de la zone d'influence de la Mékrou</li> <li>○ Appuyer les communes et les acteurs locaux pour la restauration de tous les écosystèmes et sites sacrés dégradés et la mise en place de dispositifs communaux pour leur protection en relation avec les services techniques de l'Etat</li> </ul>
Construire des digues de protection contre les fréquentes inondations	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Identifier les zones à protéger</li> <li>○ Elaborer et valider un dossier technique</li> <li>○ Mener une campagne d'IEC auprès des populations</li> <li>○ Mettre en place les digues</li> </ul>
Mettre en place des bandes pare-feu et former des brigadiers anti-feu	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Identifier les zones</li> <li>○ Mener une campagne d'IEC</li> <li>○ Définir et baliser les bandes</li> <li>○ Définir les modalités de mise en œuvre</li> </ul>

### 3.3 Mesures relatives à la mobilisation et à la valorisation des ressources en eau (orientation fondamentale 3)

**Justification des mesures :**

Mesures	Activités à mener
Elaborer et mettre en œuvre un programme d'aménagement hydroagricole de la portion nationale (bas-fonds ; petits périmètres irrigués ; jardins maraichers...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Identifier les zones à aménager</li> <li>○ Monter les dossiers techniques</li> <li>○ Conduire des campagnes d'IEC</li> <li>○ Mettre en œuvre les travaux</li> </ul>
Convenir des modalités de mise à profit du barrage commun ou d'intérêt commun pour la pêche et la pisciculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>○</li> </ul>
Promouvoir la pisciculture et la pêche de capture	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Identifier les zones favorables pour la pêche et la pisciculture</li> <li>○ Mettre aux normes les techniques de pêche</li> <li>○ Organiser et former les acteurs de la filière pêche auxdites normes de pêche et à la conservation du poisson</li> <li>○ Développer la production des alevins</li> <li>○ Produire localement les aliments pour l'alimentation des poissons</li> </ul>
Renforcer le système de suivi et de maintenance des ouvrages destinés à l'AEP dans la portion nationale du bassin de la Mékrou et sa zone d'influence	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mettre en place un SIG en cohérence avec le SIG national sur les ouvrages d'AEP</li> <li>○ Organiser les usagers de l'eau pour la gestion et la maintenance des points d'eau modernes</li> <li>○ Mettre en place un mécanisme local de renseignement du SIG en matière d'AEP et d'assainissement</li> </ul>
Appuyer les communes pour l'assainissement des chefs-lieux de communes et l'évacuation des eaux usées et pluviales et les excréta	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Appuyer les communes pour l'élaboration et la recherche de financement de leurs plans communaux et d'assainissement</li> <li>○ Appuyer les communes pour l'élaboration de leurs projets et programmes d'assainissement collectif et familial ;</li> <li>○ Accompagner les communes pour le choix approprié des zones de décharge</li> <li>○ Réaliser et/ou réhabiliter au moins 20 km de caniveaux d'évacuation des eaux pluviales dans chaque chef-lieu de commune</li> <li>○ Promouvoir et soutenir l'approche ATPC en milieu rural dans tous les villages</li> <li>○ accompagner les acteurs pour la réalisation de latrines dans au moins 50% des ménages de chaque commune et dans la totalité des établissements publics (enseignement ; santé ; marchés publics)</li> </ul>
Promouvoir les techniques de la micro-irrigation pour la culture maraichère dans chaque portion nationale du bassin	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener auprès des maraichers des campagnes d'IEC sur les avantages et les techniques de la micro-irrigation et de la culture bio</li> <li>○ Promouvoir la mise en place de systèmes de télé-irrigation dans toutes les communes</li> <li>○ Accompagner les maraichers volontaires dans l'acquisition des équipements de micro-irrigation à hauteur de 60% des investissements</li> </ul>

Promouvoir la production et l'utilisation de semences améliorées d'au moins 10 Tonnes /pays et les mettre sous condition à la disposition des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener dans chaque commune, des campagnes d'IEC sur les avantages et les techniques de production de semences améliorées (non OGM)</li> <li>○ Evaluer les demandes en semences améliorées de l'espace d'application du SAGE</li> <li>○ Accompagner les producteurs de semences améliorées dans la production, la conservation et la commercialisation des quantités de semences requises</li> </ul>
Promouvoir progressivement l'agro-écologie et l'irrigation de complément des champs pluviaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener dans chaque commune des campagnes d'IEC sur les avantages et les techniques de l'agro-écologie et de l'irrigation de complément</li> <li>○ Obtenir l'adhésion d'au moins 20% des agriculteurs dans chaque commune</li> <li>○ Accompagner les acteurs motivés à hauteur de 80 % dans les efforts de mise place des plants et des ouvrages de collecte des eaux de ruissellement</li> </ul>
Promouvoir en fonction des conditions agro écologiques, la plantation de 500 ha de neems/commune pour soutenir les besoins en pesticides naturels des cultures maraichères	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener dans chaque commune, des campagnes d'IEC sur les avantages et les techniques de production locale de pesticides naturels</li> <li>○ Obtenir la sécurité foncière dans l'octroi de terres destinées à la plantation des nems</li> <li>○ Encourager la plantation des nems dans les champs pluviaux</li> <li>○ Former les acteurs à la production et à l'utilisation des pesticides</li> </ul>

### 3.2 Mesures sur la promotion du développement local (orientation fondamentale 4)

#### Justification des mesures :

Mesures	Activités à mener
Soutenir les initiatives de création d'unités de conservation des produits maraichers	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener des campagnes d'IEC auprès des producteurs maraichers sur la conservation des productions maraichères ;</li> <li>○ Identifier les technologies locales et modernes adaptées de conservation</li> <li>○ Monter des dossiers techniques de lobbying pour la recherche de soutien technique et financier</li> <li>○ Rechercher auprès du gouvernement et des partenaires locaux, les accompagnements nécessaires pour le soutien à hauteur de 60% des investissements structurants</li> </ul>
Promouvoir la création d'unités de collecte et de conditionnement du lait	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener des campagnes d'IEC au niveau national et local (radios, télévisions, journaux...) sur les opportunités offertes pour la création d'unités de traitement et de distribution de lait</li> <li>○ Identifier les promoteurs motivés</li> <li>○ Accompagner les promoteurs auprès des communes pour l'acquisition des terrains (si</li> </ul>

	nécessaire) pour la mise en place d'unités de collecte et de conditionnement primaire du lait <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Encourager la création de fermes laitières</li> <li>○ Former les promoteurs pour la maîtrise des techniques de leurs métiers respectifs</li> </ul>
Créer les conditions requises pour la mise en place d'une unité commune de production de lait en poudre dans le bassin transfrontalier de la Mékrou	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mener des campagnes d'IEC au niveau national et local sur les opportunités offertes par la mise en place d'une unité de production de lait en poudre</li> <li>○ Identifier des laboratoires spécialisés pour l'analyse de la qualité du lait</li> <li>○ Identifier et évaluer le niveau de motivation des éleveurs et des autres acteurs de la filière lait désireux de constituer un vaste réseau de collecte et de distribution du lait</li> <li>○ Mettre en place et consolider progressivement le réseau de collecte et de distribution de lait</li> <li>○ Former les producteurs sur les normes de conditionnement, de conservation et de stockage des productions agroalimentaires</li> </ul>

#### IV. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU SAGE

- Structure de suivi de la mise en œuvre : AE/Comité de bassin/FL à travers un bureau exécutif sous la responsabilité de l'AE ou du Comité de bassin ou son équivalent
- Pilotage : CTT et AE/comité de bassin
- Stratégie de financement (voir stratégie SDAGE)
- Phasage et chronogramme

#### V. IMPACTS PREVISIBLES DU SAGE

Les impacts prévisibles des différents SAGE sont intimement liés à ceux du SDAGE et se traduisent en termes de contributions des portions nationales du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence à l'atteinte des résultats attendus de ce dernier.

En rappel les impacts attendus sont les suivants :

##### **Au niveau social et culturel**

- une couverture à 100% de la demande en eau potable pour environ 1 500 000 habitants à l'horizon 2025 avec plus de 8 Mm3 d'eau potable desservis ;
- un taux d'accès à l'assainissement d'au moins 50% dans toutes les communes du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence ;
- une couverture à 100% des besoins en céréales et une production d'environ 102 000 tonnes de légume, 5 000 tonnes de poisson et 24 000 m3 de lait contribuant ainsi à la sécurité alimentaire de l'espace d'application du SDAGE.

##### **Au niveau économique**

- la création d'ouvrages communs ou d'intérêt commun à même de contribuer sensiblement au financement de la gestion des ressources en eau du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence ;

- la création des conditions de mise en place d'une industrie laitière ;
- la production d'énergie électrique solaire à même de soutenir l'industrie locale
- une meilleure conservation des produits maraichers.

#### **Au niveau environnemental**

- une meilleure gestion et protection des écosystèmes forestiers et aquatiques ainsi que des sites écologiques sacrés ;
- la pérennisation du régime d'écoulement de la Mékrou jusque-là temporaire ;
- un meilleur encadrement et gestion de la transhumance afin de mieux protéger les ressources forestière.

#### **Au niveau de la gouvernance en matière de gestion des ressources en eau du bassin**

- une gestion cohérente tripartite des ressources en eau et des écosystèmes partagés du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence grâce à des organes spécifiques opérationnels;
- un cadre adapté de promotion de pratiques durables des activités et de développement cohérent des ressources naturelles du bassin de la Mékrou ;
- l'instauration d'un climat de paix et de sécurité favorable au développement socioéconomique;
- un meilleur exercice de la démocratie locale en matière d'eau.

### **CONCLUSION**

Le présent document est un cadrage de la formulation des SAGE qui dans les TdR sont destinés en version provisoire uniquement aux parties prenantes nationales qui devront les consolider (un SAGE/portion nationale).

Le SAGE a été formulé en s'appuyant sur les orientations et les dispositions de l'avant-projet de SDAGE mais également sur les priorités spécifiques de développement dans la portion nationale du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence.

Il vise par les études spécifiques, les IEC, la formation, l'appui institutionnel et l'encadrement des acteurs, à contribuer au niveau de la portion nationale, à la réalisation des mesures à impacts transfrontières et à inscrire la mise en œuvre des mesures à impacts d'ordre national.

Il est important qu'un tel exercice exige un choix et une forte implication des acteurs locaux dans le cadre du CLE qui couvre la portion nationale du bassin et une mise en cohérence dans le cadre du futur SDAGE de l'espace de compétence de l'agence de l'eau du Gourma, du CTT et de l'ABN.